



A l'occasion du boycott unitaire de la première convocation du CTL Emplois du 18 décembre, l'intersyndicale DGFIP de Haute-Garonne a tenu une conférence de presse.



Impôts : le boycott des syndicats

SOCIAL



Les représentants des syndicats Solidaires, CGT et FO des Finances publiques ont boycotté hier matin le comité technique local qui devait se tenir à la direction générale, rue des Lois à Toulouse. Le 27 novembre déjà, une grève avait été décidée pour protester contre la suppression de 21 emplois en Haute-Garonne. Le comité d'hier, finalement repoussé faute de quorum, devait dire quels seraient précisément les postes touchés. Cela concerne les trésoreries comme les services de la direction par exemple, à la date du 1er septembre 2013. «Nous sommes en

désaccord avec cette politique de suppression d'emplois», souligne Boris Beaudoin, délégué CGT, qui entend redire haut et fort son refus «d'une dégradation des conditions de travail». Représentant de Solidaires, Régis Lagrifoul insiste : «un état des lieux de tous les services a démontré cette dégradation». À l'accueil par exemple, «les demandes du public augmentent et le personnel diminue.»

Les représentants syndicaux vivent d'autant plus mal cette situation que «tous les sujets d'actualité -le contrôle des collectivités locales, la lutte contre la fraude...- nous concernent. Il y a un décalage entre le débat public et les restrictions qu'on nous impose.» Sollicitée hier, la direction n'a pas souhaité s'exprimer.

Finances Publiques: « la cocotte-minute va finir par siffler » en Haute-Garonne



Hier après-midi, ce sont des employés exaspérés des Finances Publiques de la Haute-Garonne qui ont alerté l'opinion devant la Direction Générale (DGFIP), dans le cadre d'un rassemblement intersyndical. Ils étaient convoqués mardi à la tenue d'un Comité Technique Local, chargé d'identifier vingt-et-un nouveaux postes qui disparaîtront en 2013. Mais lassés de payer la facture, les agents ont décidé de boycotter cette réunion. Destruction d'emplois, insuffisance des moyens, une crise enfle au sein d'une l'administration qui se délite.

Les agents administratifs des finances publiques concernés par la crise? Il est vrai qu'ils ne sont pas les premiers dont on pourrait penser qu'ils soient durement impactés. Et pourtant. « Nous sommes l'administration la plus touchée par les suppressions de postes en proportion d'effectif. Deux-tiers des départs à la retraite ne sont pas remplacés » souffle Boris Beaudouin, membre de la CGT Finances Publiques 31. La Haute-Garonne n'est d'ailleurs pas épargnée. Dans le département, la catégorie C (agents administratifs, douaniers et autres contrôleurs fiscaux) perdra trente-trois postes dès l'an prochain. En y retranchant la création de neuf autres, ce sont au total vingt-et-un emplois qui sautent. La grève du 27 novembre dernier n'a pas pu faire bouger les lignes. La coupe est pleine. « Nous étions déjà au courant avant cette convocation. Notre avons déjà largement eu l'occasion d'évoquer notre refus et la dégradation de nos conditions de travail. Nous avons d'ailleurs déposé hier un dossier de cinquante pages. Nous n'avons pas été écoutés » expliquent-ils. « Nous voulons un moratoire sur les suppressions de postes ainsi qu'un état des lieux sérieux de la situation. Hélas, la direction locale est piégée par des décisions nationales liées à une forme de solidarité entre ministères. Les emplois créés sont tout simplement piochés ailleurs ».

« L'agressivité monte dans les files d'attente »

Qui des agents ou des administrés paie les pots cassés? Au fond, devant ou derrière le guichet, tout le monde semble perdant. C'est le constat établi par les différents syndicats. Un « malaise croissant » qu'ils lient à la dégradation des conditions de travail. « Nous effectuons des tâches de recouvrement et de contrôles, mais nous devons aussi assurer l'accueil des personnes. Avec des effectifs aussi réduits, nous ne pouvons accomplir une mission de qualité » déplore Régis Lagrifoul, du syndicat Solidarité Finances Publiques. « L'accueil est surchargé et les queues énormes. La semaine dernière, à l'Hôtel des Finances Publiques du Mirail, certains ont du attendre plus de cinquante minutes » narre Boris Beaudouin. « Cela pose des problèmes de confort, de compréhension et de sécurité. L'agressivité monte dans les files d'attente, les collègues sont mis en difficulté » s'inquiète Patrick Lumeau du syndicat FO DGFIP31. Les agents ne savent plus sur quel pied danser. « On nous parle des collectivités territoriales qu'il faut contrôler, mais on ne nous donne pas les moyens de le faire » dénoncent-ils. « Notre Ministre Pierre Moscovisci nous dit que nous sommes au cœur du service public et quelques jours après, des postes disparaissent. Il y a un énorme décalage entre le discours du gouvernement et la réalité ». Boris Beaudouin conclut. « On baisse de 15% le budget de fonctionnement des Finances Publiques. On supprime les postes. A force, la cocotte-minute va finir par siffler ».

Direct Matin

N° 777 MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2012

WWW.DIRECTMATIN.FR

Toulouse

SOCIAL

BOYCOTT, MANIFESTATION ET GRÈVES CETTE SEMAINE

Les conflits sociaux se poursuivent : les salariés de Sanofi, les agents des Finances Publiques ou encore les contrôleurs de la SNCF se mobilisent toute la semaine.

- **L'intersyndicale CGT-FO-Solidaires des Finances Publiques** de Haute-Garonne poursuit ses actions de protestations contre les suppressions de postes. Après la journée de grève du 27 novembre, les syndicats ont décidé de boycotter le Comité Technique Local de l'administration qui « doit valider la localisation des 21 nouvelles suppressions dans le département en 2013 ».

- **Les 614 salariés du site toulousain de Sanofi** continuent également leur lutte. Un bus de 100 employés est

parti hier soir de Toulouse pour se rendre aujourd'hui au comité de groupe de Sanofi France à Gentilly, en région parisienne. Ils espèrent en savoir plus sur l'avenir de leurs emplois.

Le groupe pharmaceutique a annoncé 914 suppressions d'emplois d'ici 2015 mais ce chiffre ne comprend pas les Toulousains. Le bus des Sanofi reviendra cette nuit route d'Espagne dans le cadre du 24^e jeudi de la colère.

- **Les contrôleurs de la SNCF** seront en grève vendredi suite à un appel lancé uniquement par le syndicat Sud Rail. Cette grève est reconductible durant les fêtes de fin d'année. Les contrôleurs demandent des garanties sur l'emploi en 2013. •